

Ensuite, on supposera que les gains de productivité (mesurés par la valeur ajoutée annuelle à prix constant, par tête) sont les mêmes dans les deux sections ¹⁶.

Dans les évaluations rassemblées par C. Lapierre-Donzel [1981], on constate (voir tableau 1), à l'intérieur d'une remarquable stabilité d'ensemble :

- la décroissance de la part salariale dans les années qui précèdent la crise (1970-1973), en France, en Grande-Bretagne, aux U.S.A. ;
- une légère croissance en Allemagne.

Tableau 1. Salaires corrigés/valeur ajoutée *

						en %
Grande-Bretagne	(1950)	(1955)	(1960)	(1970)	(1974)	
	67,3	70,7	70,7	73,6	70,3	
Etats-Unis	(1956)	(1960)	(1966)	(1970)	(1975)	
	62,8	63,7	61,4	65,5	63,8	
RFA	(1950)	(1955)	(1960)	(1965)	(1970)	(1975)
	64,8	58,9	58,4	59,4	58,5	61,1
France	(1959)	(1964)	(1968)	(1973)	(1975)	
	51,6	51,2	51,6	49,5	51,7	

* Il n'a pas été possible de calculer cet indicateur pour le Japon, en raison du nombre important de non-salariés et de leurs modalités de rémunérations différentes des autres pays. Toutefois, des estimations font apparaître une baisse importante de 1954 à 1970 et une remontée ensuite.

Cependant, ces résultats n'éclairent pas les causes de la variation du poids des salaires. Dans la ligne de la section précédente, nous devons déterminer dans quelle mesure les évolutions tiennent à celles du pouvoir d'achat des salariés ou à celle de la productivité.

Les données du tableau 2 éclairent ce problème.

16. En réalité, la productivité apparente du travail croît nettement plus vite dans la section II que dans la section I (Bertrand [1979]), du moins en France.

Tableau 2. Accroissement du salaire réel et de la productivité

(en taux de croissance moyen annuel)

		(1950 -1955)	(1955 -1960)	(1960 -1970)	(1970 -1974)	
Grande-Bretagne	(s/p) II	3,0	2,3	3,1	1,2	
		2,0	2,3	2,6	2,4	
		(1956 -1961)	(1961 -1966)	(1966 -1970)	(1970 -1975)	
Etats-Unis	(s/p) II	2,9	2,4	2,5	-0,2	
		2,3	3,6	0,9	0,3	
		(1950 -1955)	(1955 -1960)	(1960 -1965)	(1965 -1970)	(1970 -1974)
RFA	(s/p) II	5,5	4,8	5,5	4,9	5,1
		7,2	5,2	5,0	5,3	3,8
		(1957 -1959)*	(1959 -1964)	(1964 -1968)	(1968 -1973)	(1973 -1975)
France	(s/p) II	2,4	5,6	4,5	4,9	4,2
		4,1	6,1	4,8	5,4	1,8
		(1954 -1957)	(1957 -1964)	(1964 -1970)	(1970 -1973)	(1973 -1975)
Japon	(s/p) II	5,8	7,7	8,6	11,6	5,6
		8,6	9,4	9,6	6,5	0,5

* Ancienne base de Comptabilité Nationale.

— En Grande-Bretagne et aux USA, on observe un ralentissement de la hausse du salaire réel, encore plus net que le ralentissement de la productivité. Ce dernier intervient dès 1966 aux USA, provoquant, à taux de croissance du salaire réel constant, une dégradation du taux d'exploitation de 1966 à 1970, qui est ultérieurement compensée ou du moins enrayerée, au voisinage du niveau de 1955 si on intègre les cotisations patronales (voir note 15).

— En France, la productivité croît toujours légèrement plus rapidement que le salaire réel, qui croît à un rythme très stable.

— En Allemagne de 1970 à 1974, comme aux USA en 1966-1970, c'est au ralentissement des gains de productivité qu'il faut imputer la

baisse du taux d'exploitation, et non à une accélération de la hausse des salaires réels¹⁷.

— Au Japon seulement, on constate simultanément après 1970 une accélération des hausses du salaire réel et un ralentissement de la productivité.

De l'ensemble de cette analyse, il ressort que l'hypothèse du « profit squeeze » est démentie par les faits. Elle l'est absolument en France, aux USA et en Grande-Bretagne. Elle est discutable en Allemagne si par « profit squeeze » on entend une hausse « exogène » du salaire réel qui viendrait rompre l'équilibre du schéma d'accumulation. En fait, l'origine de la baisse du taux d'exploitation est à rechercher dans le ralentissement des gains de productivité, certes liée à la lutte des classes, mais à la lutte des classes dans la production (absentéisme, microconflictualité) et non dans la répartition.

Il n'y a qu'au Japon que cette thèse pourrait être défendue, y compris sans doute dans la version qu'en donne M. Itoh [1980], selon laquelle la hausse « anormale » du salaire réel résulterait d'une « sur-

17. Saisissons l'exemple de l'Allemagne pour souligner la fragilité de ce genre de statistiques par un recouplement avec d'autres sources. L. de Mautort [1981], s'appuyant directement sur les sources Statistisches Bundesamt, donne, pour le secteur manufacturier, une croissance annuelle du salaire horaire réel de + 6,8% sur la période 1969-1973, contre 5,1% sur la période 1960-1969, alors que la croissance de la productivité du travail aurait chuté de 5,5% à 4% pour les périodes correspondantes (on observe une même accélération du salaire réel et un maintien de la productivité — si cela a un sens — dans le secteur non manufacturier). Ainsi, il y aurait eu un « profit squeeze » dû à la montée des salaires réels au début des années 1970, mais déjà effacé en 1974 ! Billaudot et alii [1980] donnent, à partir des sources OSCE, une croissance annuelle du pouvoir d'achat du coût salarial (cotisations sociales incluses) dans l'industrie manufacturière, pour 1970-1975, de 4,1%, contre une croissance de la productivité du travail de 3,4%.

Toutes ces évaluations dérivent de la même source allemande initiale, elle diffèrent surtout par le découpage plus ou moins arbitraire de la périodisation. Or l'année 1969 joue un rôle charnière. Selon Grando, Margirier et Ruffieux [1980], le pouvoir d'achat y croît sur la lancée des deux années précédentes (plus rapide que le trend des années 1960), mais c'est là précisément que s'ouvre le ciseau avec la productivité par tête : celle-ci (qui s'était accélérée elle aussi après la stabilisation de 1967) s'infléchit nettement et durablement. Résultat : le rapport coût salarial réel/productivité, décroissant depuis 1962, augmente de 10% dans la seule année 1969, puis reste stable jusqu'à la crise.

Ajoutons, pour finir, cette discussion que la variation des prix relatifs (prix à la consommation/prix de la valeur ajoutée) reste très faible sur la période. On mesure sur cet exemple la fragilité des « vérifications empiriques » ! En tout cas, si « profit squeeze » il y a eu par lutte des classes dans la distribution en RFA, il ne fut ni bien important ni bien durable, et certes pas à la mesure de la crise.

accumulation absolue du capital », qui ne trouverait plus suffisamment de force de travail à exploiter¹⁸.

Mais en aucun cas la théorie du « profit squeeze » ne saurait constituer l'explication globale de la crise présente. Pas plus d'ailleurs que son « adversaire », la thèse de la sous-consommation. Certes, après l'ouverture de la crise, les politiques « d'austérité », en provoquant une baisse du coût salarial par unité produite, peuvent provoquer une crise de réalisation, qui n'est nullement incompatible avec une hausse *ex post* de la part des salaires dans la valeur ajoutée réalisée, due à l'effondrement des profits. C'est particulièrement clair en France dans le cas de l'industrie automobile et du bâtiment (CEPREMAP [1980]). Mais, avant l'ouverture de la crise, on n'observe pas, contrairement aux années 1920, un grave « ciseau » entre production et pouvoir d'achat populaire¹⁹.

La hausse de la composition organique : générale dès les années 1960

Tournons-nous à présent vers l'autre déterminant de la profitabilité : la composition organique. Les travaux dont nous parlons nous permettent de la saisir à partir d'un indicateur assez grossier : « l'efficacité du capital fixe », Q/K , Q et K représentent la valeur ajoutée et le capital fixe bruts en volume. Ces volumes étant calculés à partir de grandeurs nominales déflatées par des indices de prix, le rapport Q/K n'est pas très loin, si l'on fait encore une fois l'hypothèse d'uniformité des gains de productivité, et si l'on fait abstraction du capital circulant, de l'inverse de la composition organique. On peut d'ailleurs, paral-

18. La « suraccumulation absolue du Capital » est une hypothèse d'école avancée par Marx (*Capital*, Livre III, chap. xv), pour introduire la thèse de la « suraccumulation relative ». Il est possible que le Japon ait épuisé vers 1970 son « armée de réserve industrielle ». Toutefois, il faudrait établir une relation entre hausse du salaire réel et « rareté » de la main-d'œuvre. Les travaux économétriques de R. Boyer, dans le cadre de l'étude CEPREMAP [1977], montrent en fait que le salaire réel est tout au plus corrélé à la rapidité de l'accumulation, et non à l'importance du volant de main-d'œuvre. En outre, cette corrélation tend à s'effacer dans la régulation monopoliste, et disparaît à la baisse. D'où les « divagations » des courbes de Philipps en période de crise, le salaire réel ne baissant pas malgré le chômage. En tout état de cause, le chômage a crû en France pendant toute la période de croissance intensive.

19. Selon les évaluations CEPREMAP [1977], la productivité par tête dans l'industrie croît de 5,8% par an dans les années 1920 et le salaire réel hebdomadaire par tête croît de 2,2%. Selon d'autres évaluations sur base annuelles (Picaut, Poitevin [1979]), les taux sont respectivement + 4,8% et - 2%.

lèlement à la décomposition de celle-ci en composition technique et productivité apparente, décomposer cet indicateur en écrivant :

$$Q/K = Q/N \cdot (K/N)^{-1}$$

N étant le nombre de producteurs ²⁰.

LE CAS FRANÇAIS : HISTOIRE D'UN « FAIT ÉCONOMIQUE »

Avant de présenter des comparaisons internationales plus récentes, nous ne pouvons résister au plaisir de résumer les débats qui suivirent la découverte, par une division de l'Institut national de la statistique, d'un « fait » : la baisse globale de « Q/K » à partir de 1964 (INSEE [1974]). Cette découverte semblait donner raison aux tenants du marxisme le plus traditionnel. Elle suscita donc une violente polémique qui amena à reconstruire le « fait ».

Tout d'abord, certains firent observer que cette baisse très globale pouvait ne résulter que d'une modification de la pondération entre les branches (Lipietz [1976]). De fait, s'il est vrai qu'à s'en tenir aux entreprises non agricoles la baisse par rapport à 1964 n'est que de — 7 % de 1964 à 1971 pour atteindre — 30 % en 1974 ²¹. Dans les industries typiquement « fordistes » (mécanique, électromécanique, automobile, etc.) la baisse ne commence qu'en 1969 et n'atteint que — 6 % en 1973 (Azouvi [1979]) : pas de quoi provoquer une crise !

Chose encore plus fâcheuse : la réévaluation générale des séries de capital liée à la mise en place de la Nouvelle Base (dite 71, par opposition à l'Ancienne Base, dite 62) fait disparaître purement et simplement cette baisse pour la plupart des industries jusqu'en 1973 (Delestré [1979]) !

Il est vrai qu'à cette époque (1973) la France est dans une période de « surchauffe », utilisant au maximum les capacités de production. Cependant, cet argument, qui amène à remplacer la mesure de Q par une évaluation Q* « à pleine utilisation des capacités productives » (Billaudot [1979]), n'est pas la réponse principale que choisiront les défenseurs de la « hausse de la composition organique ». S'intéressant

20. Remarquons au passage l'hypothèse hardie qui consiste à faire abstraction de la qualification. A ce niveau d'agrégation elle est cependant légitime : on rapporte une productivité du travail moyenne à une composition du capital en volumes « homogénéisés » par le système des prix.

21. En France, le point haut du boom est le mois d'août 1974, et la récession n'est vraiment sensible qu'en 1975. A partir de ce moment, les variations de Q/K reflètent essentiellement les variations conjoncturelles de Q.

plus particulièrement aux formes d'exploitation de la main-d'œuvre dans le procès du travail, ils soulignèrent plutôt que l'évaluation de la composition technique par K/N sous-estimait l'alourdissement « réel », du fait de la montée du travail en équipe (Billaudot [1976], [1979] ; Bertrand [1976]).

De 1957 à 1974, le pourcentage des ouvriers travaillant en équipe est passé :

- de 28 à 77 % dans la production des métaux,
- de 8 à 39 % dans la construction de machines,
- de 34 à 50 % dans l'industrie textile,
- de 14 à 31 % dans l'ensemble des industries de transformation.

En 1974, 61 % du travail posté se fait en deux équipes, 27 % en trois équipes, 13 % en quatre et plus.

Cette profonde mutation dans l'emploi du capital fixe masque donc l'augmentation réelle de la composition technique du capital. Ainsi, de 1957 à 1963, la croissance du stock de capital fixe (en volume) a été de 5,5 % l'an, mais elle aurait dû être de 9,7 % sans la généralisation du travail en équipe : la « productivité apparente (vraiment très apparente !) du capital fixe » aurait diminué dès cette époque. Le ralentissement annuel de la baisse de l'efficacité du capital, dû à cette généralisation, qui est de — 4 % de 1957 à 1963, n'est plus que de — 0,6 % de 1963 à 1970, et de — 1,2 % de 1970 à 1974. Car, si le travail en équipe se généralise par vagues, ses effets positifs (pour la composition organique et le taux de rendement du capital) sont acquis une fois pour toutes : de toute façon, même pour les machines, les journées n'ont que vingt-quatre heures. De même, les gains de productivité, quand ils ne sont en fait que des gains d'intensité des cadences, sont eux aussi acquis une fois pour toutes.

L'intérêt de ce type d'analyse est qu'il illustre de manière simple « l'épuisement » des effets bénéfiques (pour le capital) des nouvelles formes d'organisation du travail.

Or, même dans la base 70, la croissance de la « productivité apparente du capital », c'est-à-dire, nous venons de la voir, un indice de la composition organique qui intègre l'économie de capital constant dû à la généralisation du travail en équipe, se développe irrésistiblement à partir de 1973, c'est-à-dire dans la crise. Certes, elle est d'abord surestimée par la stagnation de la production. Mais si l'on compare 1977 à 1972, deux années d'utilisation équivalente des équipements installés, on trouve une baisse générale et importante du rapport Q/K (voir tableau 3).

Tableau 3. Efficacité du capital (Q/K) 1977-1972

	Non agricole	Ensemble Industrie	Industrie intermédiaire	Industrie d'Équipement	Consommation courante
A prix constant	- 8,1%	- 7,1%	- 9,6%	- 7,4%	- 7,4%
A prix courant	- 9,5%	- 7,3%	+ 3,8%	- 16,9%	- 16,9%

Source : Delestré [1979].

Encore avons-nous supposé jusqu'ici que Q/K représentait correctement la composition valeur du capital, c'est-à-dire que les gains de productivité étaient les mêmes dans les deux sections. Or il n'en est rien. Grâce à un travail de pionnier, supposant un certain nombre d'hypothèses simplificatrices, H. Bertrand [1978] a été capable de constituer des séries 1950-1974 par sections productives au sens marxiste du terme. Il apparaît des différences considérables dans la dynamique des deux sections (tableau 4) :

Tableau 4. L'analyse en sections productives

	1954	1967	1974
Effectifs de S ₁	95	135	155
Effectifs de S ₂	100	95	95
Valeur ajoutée S ₁ à prix constant ...	105	310	460
Valeur ajoutée S ₂ à prix constant ...	120	240	320
Composition travail S ₁	20	21	22
Composition travail S ₂	15	21	24

Source : Bertrand [1979] - Base 100 en 1950 pour les effectifs et la valeur ajoutée, % pour la composition travail. La « composition travail » est définie note 22.

— La production de la section 1 croît légèrement plus vite que celle de la section 2 (cette croissance plus rapide reflétant à la fois le taux d'accumulation et la hausse de la composition organique générale).

— Mais, alors que les effectifs stagnent dans la section 2, ils augmentent de plus de 50 % dans la section 1.

— Cela reflète la lenteur relative du bouleversement du procès du travail dans la section 1. En fait, c'est la section 2 qui est massivement touchée par la mécanisation : la « composition-travail du produit »²² y dépasse celle de la section 1 en 1967.

L'effet de cette productivité plus faiblement croissante dans la section 1 est une hausse de la composition organique plus rapide que ne l'indique l'évolution du « rapport de volumes » Q/K. Combinée avec d'autres mécanismes d'évolution des prix relatifs, elle se reflète dans l'évaluation de Q/K à prix courant (voir tableau 3), qui, en nouvelle base, fléchit d'environ 10 % de 1972 à 1977 pour l'ensemble de l'industrie, mais de 20 % pour les industries fordistes, seules les industries intermédiaires profitant du mouvement relatif des prix (sans doute à cause de la hausse des prix pétroliers).

Ainsi, en France, la hausse de la composition organique du capital, succédant à sa baisse dans les années 1950-1964, apparaît décisive dans les années 1970, même si elle est faible, voir douteuse dans la seconde moitié des années 1960. Que donnent les comparaisons internationales ?

UN « PROFIL EN U » GÉNÉRAL

Les chiffres rassemblés par F. Cellier [1980], et recoupés (à partir de sources OCDE) par S. H. Heap [1980], montrent que le phénomène de baisse de Q/K est beaucoup plus net dans des pays plus développés que la France (voir tableau 5) : elle commence dès le début des années

22. La « composition-travail » est le rapport des quantités de travail vivant directement incorporé dans les deux sections aux quantités de travail vivant incorporé au même moment dans les deux sous-sections correspondantes de la section I, le tout corrigé de l'accumulation nette. Un théorème connu portant sur les schémas marxistes de reproduction montre que cette quantité est égale à $C/V + PL$ à norme de production constante. Cette quantité diffère de K/Q notamment en ce qu'elle prend en compte le capital constant consommé dans l'année, et non le capital fixe avancé. Surtout, elle désigne la composition-valeur des nouvelles installations, et non du stock moyen. Ce qui est remarquable, c'est qu'elle est d'emblée croissante, contrairement à K/Q. Nous verrons plus loin l'importance de ce point.

1960 au Japon, dès 1955 en RFA, dès 1950 en Grande-Bretagne, et se confirme en 1965 après avoir fluctué aux USA. Nous les donnons au tableau 5, en distinguant l'effet « composition technique » de l'effet « productivité » (on obtient le taux de variation de Q/K en retranchant celui de K/N de celui de Q/N).

Tableau 5. Taux de croissance annuels de la composition technique et de la productivité (industrie)

	K/N					Q/N				
	1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970	1970-1975	1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970	1970-1975
Japon	5,7	11,0	10,9	11,2	9,9 (c)	12,5(b)	7,8	13,1	3,5	5,4 (c)
RFA	1,8	6,1	8,0	5,9	7,6	8,5	5,4	5,4	5,4	3,2
France										
A base	3,2	3,5	5,7			5,1	5,6	5,1		
N base			4,1	4,9	5,0			6,1	7,0	3,1
					4,8 (c)					4,9 (c)
Royaume-Uni ..	2,3	3,8	3,7	4,3	4,6(d)	2,2	2,4	2,9	3,2	3,4(d)
					5,0 (c)					5,5 (c)
Etats-Unis		5,0(b)	2,0	3,6	4,3		2,1(b)	4,5	1,0	-0,6
					1,8 (c)					2,6 (c)

(a) 1951-1955 (b) 1956-1960 (c) 1970-1973 (d) 1970-1974

Il semble donc qu'existe une sorte de loi : un nouveau mode d'organisation du travail (en l'occurrence le fordisme), après avoir engendré plus de gains de productivité que d'augmentation de la composition technique du capital, finit par devenir « coûteux ». Nous avons vu une raison très simple : l'effacement des hausses de la composition technique par la généralisation du travail posté finit bien par épuiser ses effets (quand tout ce qui est socialement acceptable est

« posté »). Mais il ne faudrait pas en rester à cet effet « technique ». Analysant de plus près l'organisation du travail fordiste, Coriat [1979] montre les limites organisationnelles et sociales des « gisements de productivité » qu'elle recèle.

B. Billaudot [1979], [1980] suggère une raison plus générale : on peut supposer que le « nouveau » mode d'organisation du travail, par ses économies de capital constant et ses gains de productivité, exige globalement une composition-valeur du capital inférieur à l'ancien, mais que lui-même s'alourdit en s'approfondissant. C'est ce que confirme l'étude citée de Bertrand (voir note 20) qui montre que la « composition-travail », équivalent à la composition organique « marginale » (celle des nouveaux équipements), n'a cessé de croître depuis 1950. Dès lors, par effet de génération, la composition organique moyenne suit une courbe en U²³.

Un tel type d'analyse expliquerait l'alternance de périodes « heureuses » où s'améliore la profitabilité globale du capital, et de périodes où elle se trouve de plus en plus compromise : ébauche de théorie des cycles longs fondée sur les mutations dans l'organisation du travail.

Avant de conclure, il faut néanmoins souligner l'extrême fragilité des statistiques internationales que nous venons de citer. Outre les incertitudes sur la mesure de K, nous sommes encore loin d'une adéquation aux concepts marxistes : il faudrait à tout le moins lever l'hypothèse d'une homogénéité des gains de productivité, séparer le productif de l'improductif, etc. Or nous ne disposons même pas encore d'études internationales bisectionnelles analogues au travail d'H. Bertrand sur la France. Tout au plus le CEPII fournit-il des études internationales en termes bisectoriels : manufacturier/non manufacturier. Découpage fructueux pour mettre en lumière les difficultés de l'accumulation dans l'industrie, déterminant essentiel de la compétitivité d'une économie, mais inadéquat au cadre théorique présenté dans cette intervention²⁴.

23. Par une méthode de calcul directe sur les séries d'investissements et de déclassement, B. Billaudot [1980] a évalué l'évolution du coefficient du capital à la marge, après correction d'utilisation conjoncturelle des équipements. On constate que, de 1967 à 1973, alors que le coefficient moyen augmente lentement comme on l'a vu, le coefficient marginal passe de 1,5 à 2,5. Le rapport entre intensité capitaliste (K/L) marginale et intensité moyenne est dans toutes les branches supérieur à 1,5, proche ou supérieur à 3 dans des branches aussi diverses que : matériaux de construction, mines et sidérurgie, textile et habillement, presse, industries alimentaires.

24. On sait que la « productivité du tertiaire » est difficile à définir, même si la logique du fordisme est aussi à l'œuvre dans le procès de travail tertiaire. D'autre part, aussi bien le tertiaire que le manufacturier se répartissent dans les

QUELQUES PISTES DE TRAVAIL EN GUISE DE CONCLUSION

Si l'on en croit les indicateurs, et avec les précautions d'usage, nous pouvons tirer la conclusion suivante.

La fin des années 1960, dans tous les grands pays industriels, est marquée par un épuisement des contre-tendances à la baisse du taux de profit :

- la productivité dans la section 2 ralentit, entraînant dans certains pays une hausse de la valeur de la force de travail,
- la productivité « apparente » du capital diminue partout, ce qui se traduit par une hausse de la composition organique.

Ces deux facteurs engendrent une baisse de la profitabilité du capital, ce que K. Marx appelle « suraccumulation relative » : le *nouveau* capital engagé produit de moins en moins de plus-value.

Reste à comprendre comment l'aggravation tendancielle de cette situation latente a pu déclencher une crise manifeste²⁵. Il est actuellement impossible de donner à cette question une réponse pleinement satisfaisante et développée. En effet, il faudrait être capable de passer

deux sections (Lipietz [1980c]). Par rapport aux résultats agrégés que nous avons cités, il est donc difficile de déduire d'un tel découpage beaucoup plus d'informations sur les conditions sous-jacentes de la profitabilité. Il en est de même pour le découpage en 7 secteurs, type « Fresque », utilisé par la D.P. dans le n° 44 (série Orange) de *Statistiques et études financières*.

En revanche, ces études du CEPIL (celle de De Mautort [1981] sur la RFA, celle de Brender, Chevalier, Pisani [1980] sur les USA), nous livrent un reflet, certes infidèle mais pertinent, des divergences de productivité entre les sections, à travers l'évolution des prix relatifs. Ainsi, aux USA, pour la période « de pic à pic » précédant la crise 1966-1973, la contribution annuelle des prix relatifs à la dégradation de la profitabilité est de -2,5%, se décomposant en -1,1% pour p/pc et -1,4% pour p/pk (p , pc , pk désignant les déflateurs de la valeur ajoutée, des biens de consommation et du stock de capital). Contribution deux fois plus importante que celle du coût salarial par unité produite (-1,1%)!

Depuis la crise, les prix relatifs jouent positivement pour la profitabilité aux USA. En revanche, comme nous l'avons déjà dit, ce mouvement est négligeable en RFA, avant comme après l'ouverture de la crise.

du niveau « interne » des rapports des valeurs au niveau « développé », « exotérique », du mouvement des prix, des revenus, des mobiles, des anticipations et des comportements (Hausmann, Lipietz [1980]). Nous pouvons cependant avancer quelques suggestions.

Tout d'abord, il n'y a pas d'objection de principe à ce qu'une tendance continue engendre une brutale modification de régime. La théorie des catastrophes, bien qu'elle ne soit encore utilisée que de manière métaphorique, permettra peut-être un jour un traitement plus rigoureux de ce genre de problème : elle permet par exemple de conceptualiser l'idée qu'en deçà d'un certain niveau de profits anticipés, les « esprits animaux » des capitalistes ne se mobilisent plus pour investir (Harris [1979]). Il reste cependant à préciser les *médiation*s à travers lesquelles la baisse de la « profitabilité » pèse sur le comportement des capitalistes. Rappelons que, du fait de la possibilité de fixer un prix d'offre par mark-up sur les dépenses comptables, cette baisse de la profitabilité ne se manifeste pas nécessairement au niveau du taux de profit nominal. En revanche, elle se traduit par une hausse de la part des amortissements dans le cash-flow et du prix relatif des investissements (Aglietta [1976], Brender, Chevalier, Pisani [1980]).

L'accumulation devient donc de plus en plus difficile ; elle peut en outre devenir de moins en moins souhaitable, faute de débouchés anticipés.

En effet, patronats et gouvernements ont tendance à rétablir la capacité d'autofinancement des entreprises en pesant sur le salaire réel, d'autant plus que la hausse du prix du pétrole à partir de 1973, qui n'est ni plus ni moins qu'une hausse de la part de la rente à l'intérieur de la plus-value mondiale (Lipietz [1974]), avive les tensions sur le partage de la valeur ajoutée. Ce fut explicitement la politique de R. Barre, de 1977 à 1981. La « ponction » envisagée sur le pouvoir d'achat des ménages était de l'ordre de grandeur de la totalité de leurs achats à l'industrie automobile ! Ainsi, de manière bien différente des années 1930, la baisse de la profitabilité peut déboucher sur une crise de sous-consommation qui se transforme aussitôt en crise des investissements.

25. En fait, la crise « stagflationniste » des années 1970 est moins « manifeste » que celle des années 1930, caractérisée par un effondrement simultané de la production et des prix. C'est que la régulation monopoliste, en garantissant une importante demande de la part des salariés, enraye le mécanisme de la « spirale dépressive ». En revanche, le mécanisme de formation des prix correspondant creuse l'écart entre les revenus distribués et les productions réalisées : d'où la forme inflationniste de la dépression (CEPREMAP [1977]).

Dans tous les cas, le jeu de la tendance et des contre-tendances aura développé les fameuses « contradictions dans le développement interne de la loi » du chapitre xv du Livre III du *Capital*. Plutôt que de chercher à identifier, talmudiquement, toute situation de crise à telle configuration canonique de ces contradictions, il s'agit d'étudier, dans chaque situation de crise concrète, comment le développement interne de la loi a fini par rompre le régime stable d'accumulation qui l'a précédé.

Enfin, il conviendra d'étudier comment les facteurs ayant contribué à la dégradation de la profitabilité avant le déclenchement de la crise s'infléchissent au cours de la crise. Selon certaines études en effet, les conditions de la profitabilité se rétablissent à partir de 1975²⁶. Ce qui n'implique pas d'ailleurs que les conditions de la sortie de la crise soient réunies. Mais ceci est une autre histoire...

ALAIN LIPIETZ
CEPREMAP

BIBLIOGRAPHIE

- [1976] AGLIETTA M., *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy.
 [1965] ALTHUSSER L., BALIBAR E., *Lire Le Capital*, Paris, Maspero.
 [1981] ATTALI J., *Les trois mondes*, Paris, Fayard.
 [1977] AZOUVI A., « Caractéristiques d'entreprise, structures d'emploi et de salaire », *Economie et statistique*, 92, septembre.
 [1979] AZOUVI A., « Les industries d'équipement », *Collections de l'INSEE*, E. 58, Paris.
 [1981] BASLE M., MAZIER J., VIDAL J.-F., *La dynamique de la croissance en longue période. Eléments de comparaisons internationales*, Rapport GRESP/DGRST, mimeo, Rennes.

26. Billaudot et alii [1980] montrent, par exemple, que de 1975 à 1978 le mouvement des prix relatifs (p/pc), le ralentissement du salaire réel, la reprise de la productivité jouent tous en faveur de la profitabilité en France comme en RFA. La croissance du coefficient de capital se ralentit en France et surtout en RFA dans l'industrie manufacturière. Mais tout cela entraîne — et traduit — une désindustrialisation...

- [1976] BERTRAND H., « Quelques réflexions sur l'évolution économique en France et à l'étranger de 1950 à 1976 », *Statistiques et études financières*, série Orange, 25.
 [1978] BERTRAND H., « La croissance française analysée en sections productives », *Statistiques et études financières*, série Orange, 35, Paris.
 [1970] BETTELHEIM C., *Calcul économique et formes de propriété*, Paris, Maspéro.
 [1976] BELLAUDOT B., *L'accumulation intensive*, Paris I Université, Thèse.
 [1979] BELLAUDOT B., « Ensemble de l'industrie » in « Emploi, qualification et croissance dans l'industrie. 4 », *Collections de l'INSEE*, E. 58, Paris.
 [1980] BELLAUDOT B., « Accumulation, croissance et emploi dans l'industrie française : rétrospectives 1959-1974 », *Economie et statistiques*, 127, novembre.
 [1980] BELLAUDOT B. et alii, *La rentabilité dans la crise. Comparaison entre la France et la RFA*, Mimeo IREP, Grenoble.
 [1975] BODY R., CROTTY J., « Class conflict and macro-policy : The political business cycle », *Review of Radical Political Economics*, 7, 1, été.
 [1979a] BOYER R., « Wage formation in historical perspective : The French experience », *Cambridge Journal of Economics*, décembre.
 [1979b] BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critiques de l'économie politique*, 718, Paris, Maspero.
 [1978] BOYER R., MISTRAL J., *Accumulation, inflation et Crise*, Paris, PUF.
 [1980] BRENDER A., CHEVALIER A., PISANI-FERRY J., « Etats-Unis : croissance, crise et changement technique dans une économie tertiaire », *Economie prospective internationale*, 2, Paris, La Documentation Française.
 [1976] BRUNHOFF (S. de), *Etat et Capital*, Paris, Maspero.
 [1980] CELLIER F., « Formation de l'offre : Comparaison internationale et sectorielle », *Statistiques et études financières*, série Orange, 44, Paris.
 [1977] CEPREMAP, *Approches de l'inflation : l'exemple français*, rapport au CORDES par Benassy J.-P., Boyer R., Gelpi R. M., Lipietz A., Mistral J., Muñoz J., Ominami C., Paris, mimeo.
 [1980] CEPREMAP, *Redéploiement industriel et espace économique*, rapport à la DATAR par Lafont J., Leborgne D., Lipietz A., Paris, mimeo.
 [1979] CORIAT B., *L'atelier et le chronomètre*, Bourgeois, Paris.
 [1980] DELAUNAY J.-C., « L'évolution du taux de plus-value en France », intervention au colloque *Actualité du Marxisme*, Lille, avril.
 [1979] DELESTRÉ H., « Les facteurs de production dans la crise », *Les Collections de l'INSEE*, E. 67, Paris.
 [1976] DELESTRÉ H. et MAIRESSE J., *Rentabilité économique et comptable en France de 1959 à 1976*, INSEE, mimeo, novembre.
 [1930] FORD H., *Le progrès*, Paris, Fayot.
 [1980] FOURQUET M., *Les comptes de la puissance*, Paris, Encres.
 [1977] FREYSSNET M., *La division capitaliste du travail*, Paris, Savelli.
 [1972] GLYN A., SUTCLIFFE B., *British capitalism, workers and the profit squeeze*, Londres.
 [1980] GRANDO J. M., MARGIER G., RUFFIEUX B., *Rapport salarial et compétitivité des économies nationales*, Thèse Grenoble II, mimeo.
 [1979] GRANOU A., BARON Y., BELLAUDOT B., *Croissance et crise*, Paris, Maspéro.
 [1979] HARRIS L., « Catastrophe theory, utility theory and animal spirit expectations », *Australian Economic Papers*, 33, décembre.
 [1980] HAUSMANN R., LIPIETZ A., *Exoteric vs. Esoteric economic laws : the forgotten dialectics*, CEPREMAP, 8021, mimeo, Paris.

- [1980] HEAP S.H., « World profitability crisis in the 1970s : Some empirical evidence », *Capital and Class*, 12, hiver, Londres.
- [1974] INSEE, « Fresque historique du système productif », *Les Collections de l'INSEE*, E. 27, Paris.
- [1980] ITOH M., *Value and crisis*, Londres, Pluto Press.
- [1980] LAPIERRE-DONZEL C., « Le partage des revenus, la formation du profit : comparaison entre les cinq grandes économies », *Statistiques et études financières*, série Orange, 44, Paris.
- [1974] LIPIETZ A., *Le tribut foncier urbain*, Paris, Maspero.
- [1976] LIPIETZ A., « Colloque de Vaucresson : Rapport de la Commission. " Mise en œuvre des facteurs de production " », *Recherches économiques et sociales*, 1, Paris, La Documentation Française.
- [1979a] LIPIETZ A., *Crise et inflation : pourquoi ?* Paris, Maspero.
- [1979b] LIPIETZ A., « Nouvelle solution au problème de la transformation : le cas du capital fixe et de la rente », *Recherches économiques de Louvain*, vol. 45, décembre.
- [1980a] LIPIETZ A., « Conflits de répartition et changement technique dans la théorie marxiste », *Economie appliquée*, Paris-Genève, décembre.
- [1980b] LIPIETZ A., « La vraie monnaie doit-elle être une vraie marchandise ? *Interventions critiques en économie politique*, 5, Montréal, printemps-été.
- [1980c] LIPIETZ A., « Le tertiaire, arborescence de l'accumulation capitaliste », *Critique de l'économie politique*, 12, Paris, Maspero.
- [1982] LIPIETZ A., « The "so-called transformation problem" revisited », *Journal of Economic Theory*, 1, janvier.
- [1978] MAGALINE A.D., *Lutte des classes et dévalorisation du capital*, Paris, Maspero.
- [K] MARX K., *Le Capital*, Livre I, Paris, Garnier-Flammarion ; Livres II et III, Paris, Editions Sociales.
- [TPV] MARX K., « Théories sur la plus-value », Paris, Editions Sociales.
- [1971] MARX K., *Un chapitre inédit du Capital*, Paris, UGE.
- [1981] MAUTORT (DE) L., « La désindustrialisation au cœur du modèle allemand », *Economie prospective internationale*, 8, octobre.
- [1961] OKISHIO N., « Technical change and the rate of profit », *Kobe Univ. Econ. Review*, 7.
- [1977] OLIN WRIGHT E., « Alternative perspective in Marxist theory of accumulation and crisis », in Schwartz ed., *The Subtle Anatomy of Capitalism*, Santa Monica, Goodyear.
- [1979] PICAUD Y., POIDEVIN G., *L'accumulation du capital analysée en sections productives*, Thèse, Rennes.
- [1978] ROEMER J.E., « The effect of technological change on the real wage and Marx's falling rate of Profit », *Australian Economic Papers*, 17 (30).
- [1979] ROEMER J.E., « Continuing controversy on the falling rate of profit : fixed capital and other issues », *Cambridge Journal of Economics*, 3, (4), Londres, Academic Press.
- [1972] SAMUELSON P.A., « The economics of Marx : an oecumenical reply », *Journal of Economic Literature*, vol X, p. 54.
- [1978] SHAIKH A., « Political economy and capitalism : notes on Dobb's theory of crisis », *Cambridge Journal of Economics*, 2, Londres, Academic Press.
- [1980] SHAIKH A., « Marxian competition vs. perfect competition : further comments on the so called choice of technique », *Cambridge Journal of Economics*, 4.
- [1980] VAN PARIJS P., « The falling-rate-of-profit theory of crisis. A rational reconstruction by way of obituary », *Review of Radical Political Economics*, 12 (1).
- [1981] VAN PARIJS P., « Why marxist economics needs microfoundations. Postscript to an obituary », forthcoming.
- [1979] WEEKS J., « The process of accumulation and the "profit squeeze" hypothesis », *Science and Society*, 43 (3), Fall.